

RESTITUTION GRAND DEBAT NATIONAL

42 participants étaient présents dans la salle des fêtes de Saint-Hilaire le 19 02 19.

Après les mots d'accueil, Frédérique DAMIEN et Bernard FARINELLI ont introduit cette réunion des 2 communes. Ils ont donné les objectifs et la démarche du Grand débat National et ont présenté les 4 thèmes et invité les participants à prendre place sur les 4 tables de dix personnes aux thématiques suivantes :

- « Démocratie et Citoyenneté »
- « Organisation de l'Etat et des services publics »
- « Fiscalité et dépenses publiques »
- « Transition écologique »

60 minutes ont été consacrées à chaque thème afin de permettre à chaque personne de s'exprimer. Les animateurs et rapporteurs ont joué le rôle de facilitateur pour s'assurer d'une prise de parole la plus fluide possible. A l'issue des échanges les participants ont majoritairement exprimé leur satisfaction quant au déroulé des débats.

La restitution ci-dessous est la liste synthétique des propos tenus. La restitution a été transmise en fin de réunion, en direct aux participants pour validation, et publiée sur le site du Grand débat National, sur le site de la commune de Saint Hilaire, et en communication mail pour la commune de Saint Aubin.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

LES IMPOTS :

Tout le monde doit en payer (indirect)

Ce qui est gratuit, déresponsabilise (ex : les médicaments)

L'impôt ne doit pas être confiscatoire.

Créer une seule tranche d'impôt et un seul taux linéaire.

Retenir les plus aisés, l'impôt ne doit pas les faire fuir.

Prélèvement à la source dès le premier revenu quel qu'il soit.

Les classes moyennes payent trop d'impôt.

Revoir la grille d'imposition : faire + de tranches.

L'impôts ne doit plus dépasser 50% des revenus = Bouclier fiscal.

Rationaliser et enlever des taxes.

DEPENSES PUBLIQUES :

Baisser le train de vie de l'Etat/maitrise des dépenses publiques.

Réglementer les revenus des anciens Présidents et anciens 1^{er} Ministres. (2 ans comme les Chômeurs).

Les aides sociales sont nécessaires pour aider les citoyens. A un moment donné, ces aides doivent être limitées dans le temps. Toucher une aide n'est pas un métier.

Revoir le mille-feuille administratif comme communauté de commune / département / région / Etat

Régime des retraites pour la fonction publique : Revoir la grille et les conditions d'accès à la retraite et le calcul du montant de la retraite du privé = du public.

Une meilleure répartition des agents de la fonction publique territoriale et nationale, manque dans l'éducation nationale.

Les fonctionnaires doivent avoir les mêmes conditions de travail que dans le privé. Fini l'emploi à vie.

Quelles compensations face à la suppression de la taxe d'habitation ?

Proposer une dotation par habitant, identique partout en France

LA DETTE :

- . Plus de budget en déficit.
- . Arrêter de creuser la dette de l'Etat.
- . Faire un plan Marshall de plan de remboursement de la dette nationale, et s'y tenir.
- . Réduire la dépense publique sauf dans les hôpitaux
- . Réduire la TVA
- . Défisicaliser les heures supplémentaires
- . Réduire les dépenses inutiles (nombre de diplomates, personnel de certaines communes)
- . Augmenter le temps de travail et revoir les conditions d'attributions des aides. Pas d'argent sans contrepartie. Renforcer les contrôles.
- . Coûts et fonctionnement des EPHAD
- . Trop d'impôts tue l'impôt.

TRANSITION ECOLOGIQUE

CHANGEMENT CLIMATIQUE :

- Isolation thermique :

Il est suggéré qu'un plan Marshall sur l'isolation résidentielle soit mise en œuvre dans l'urgence absolue. Avec comme priorité les maisons d'habitation principales et secondaires par des isolants naturels, que des contraintes architecturales et de permis de construire (Réglementation Thermique) soient parfaitement respectées, que les maisons vides et viables soient réhabilitées particulièrement en milieu rural (revitalisation des bourgs), que les énergies renouvelables soient mieux subventionnées, que le gaspillage énergétique des bâtiments publics soient de plus en plus contraints.

- Reconnaissance absolue de l'urgence climatique. Exigence d'une action immédiate (revitaliser les accords de Paris, en particulier au niveau Européen).
- Reconnaissance et lutte contre le déni de l'urgence climatique.
- Reconnaissance de l'agriculture de proximité et de l'agriculture exempte de produits chimiques.
- Stop aux projets inutiles particulièrement dans l'Allier
- Les projets Eoliens dans l'Allier :
 - moratoire sur tous les projets éoliens.
 - Prouver et publier la productivité réelle des éoliennes
 - Règles d'éloignement vis-à-vis des habitations (appliquer des règles plus contraignantes telles que beaucoup d'autres pays Européens le font).
 - Coût réel d'exploitation et prix de vente d'électricité.
 - Retombée fiscale et économique sur les usagers et les communes
 - Halte à la destruction des paysages (du pays le plus touristique du Monde)

TRANSPORTS :

- Trains associés à un réseau de transport public très efficient en milieu rural
- Favoriser le fret ferroviaire et fluvial
- Réhabilitation du réseau ferré de l'Allier : ligne Moulins-Montmarault (ligne au potentiel passager et fret très important en milieu rural et particulièrement dans le contexte d'une transition écologique).

- Autoroute gratuite pour les véhicules privés. Taxes réelles pour le fret sur les autoroutes.
- Trop de camions. Solutions fret pour camions
- Trop de migration de produits. Solutions : production locale
- Trop de voitures. Solutions : covoiturage
- Développer les véhicules hybrides (trop chers) plutôt que les véhicules électriques

ENERGIE :

- Problème des monopoles
- Nouvelles énergies. Dans l'ordre : hydraulique, méthanisation (déchets), solaire (sur les bâtiments agricoles), géothermie (individuelle)
- Energies renouvelables plus contestables (bois, sauf les déchets, l'éolien et le biogaz)
- Importance de la recherche.
- L'Etat et EDF doivent participer au financement des installations trop onéreuses (ex : transformation des déchets de BAYET en énergie)
- Pour les villes et les collectivités voir au cas par cas.
- Remettre l'ISF qui amenait du mécénat.

ORGANISATION DE L'ETAT ET SERVICES PUBLICS

L'ETAT :

- Trop de strates
- Internet : trop vite, trop de démarches.
- Rendre plus de pouvoirs aux Maires.
- Suppression d'au moins 200 députés, ou rémunérer à la présence.
- Réduire le nombre de ministres avec des ministres plus importants (ministères régaliens)

- Elections législatives et présidentielles doivent être décalées de 2 à 3 ans.
- Vote obligatoire et reconnaissance du vote blanc.
- Election à la proportionnelle des députés
- Responsabilité des agents de l'Etat.

SERVICES PUBLICS :

- Rendre des services aux commerces
- Problèmes de la carte scolaire
- Problèmes du monde médical. Solutions : possibilité de camions itinérants.
- Formules alambiquées des formulaires.
- Conserver les écoles, les maternités
- Problème de la suppression des cartes d'identité et passeport au niveau des petites communes.
- Il faudrait des transports gratuits pour les personnes isolées et âgées.
- Prix des maisons de retraites excessifs
- Arrêter d'obliger les gens à faire tout par internet.

CITOYENNETE ET DEMOCRATIE

CITOYENNETE :

- Respect des lois
- Respect de la démocratie
- Respect des autres
- Valorisation du volontariat pour tous les âges.
- Refonte interactionnelle des services intergénérationnels (création résidence pour personnes âgées dépendantes à côté des établissements scolaires.
- Réintroduction du civisme et de ses valeurs à l'école. Education citoyenne bienveillante et accompagnement de la suppression des téléphones dans les écoles.
- Pas plus de drapeaux dans les écoles.

DEMOCRATIE :

- Il faudrait le vote obligatoire
- Reconnaissance du vote blanc
- Si 50% de bulletins blancs : élection caduque et renouvellement des élections.
- Vote électronique : confiance/méfiance, mais plutôt confiance
- Représentativité des sièges
- Lois en phase avec le terrain.
- « La liberté s'arrête là où commence celle de l'autre ».
- Automatisation et suivi de la carte électorale
- Expression du suffrage exprimé